Il faut sauver les habitants de la « France sauvage »

Un collectif ne comprenant aucun grand nom de l'écologie considère que le ministère de la transition énergétique et solidaire n'en fait pas assez pour préserver cette espèce à protéger que sont les êtres humains. L'Etat doit aller plus loin.

Des écologistes de renom ont récemment publié un manifeste pour la préservation du saumon de la Loire sauvage. La cause est noble et mérite d'être défendue. Depuis plus d'une décennie des voix plus modestes tentent de se faire entendre pour que cesse l'implantation massive, désordonnée et agressive de l'industrie éolienne dans les espaces ruraux et dans les milieux naturels. Dans toute la France, des citoyens réunis en associations ou en collectifs s'efforcent d'appeler l'attention des pouvoirs publics sur la destruction de réservoirs de biodiversité, la dégradation des paysages, les atteintes à la vie sociale et économique de zones rurales particulièrement fragiles, dues à l'installation d'éoliennes toujours plus hautes, toujours plus nombreuses. Aucune des mesures de préservation du patrimoine naturel et paysager ne résiste à la pression d'industriels et d'investisseurs arrogants, sûrs de tout obtenir au nom de leur contribution à la lutte contre le péril climatique. Les règles de protection des milieux naturels, contraignants pour tous, ne s'imposent pas à eux. Leur lobbying incessant ne cesse d'élargir à leur profit le champ des dérogations et des dérèglementations. Or, nos parcs naturels régionaux, nos territoires hyper-ruraux sont des espaces de vie pour leurs habitants, des espaces économiques à faible densité humaine mais à forte valeur patrimoniale, perçus et fréquentés comme des "poumons verts" par les populations des villes. Il est temps de nous ressaisir, de redonner à la protection de ces milieux et des habitants qui ont su jusqu'ici les entretenir et les faire vivre, toute l'importance qu'elle mérite. Nous devons stopper les projets éoliens dont les résultats désastreux - économiques, sociaux et environnementaux discréditent la nécessaire transition énergétique. La transition énergétique dans laquelle nous devons nous engager, outre le fait qu'elle doit donner la priorité absolue à la sobriété et à l'efficacité énergétiques, doit « s'interroger sur son acceptabilité sociale, territoriale et environnementale » - ces mots sont de Jacques Archimbaud, vice-président de la commission nationale du débat public - enfin, elle doit rechercher avec la participation active des habitants les solutions de production énergétique adaptées à chaque territoire. Avec un peu d'humanité, cf. ce mot d'un responsable des services de l'Etat, à propos de futurs riverains d'une zone éolienne : quel dommage qu'ils ne fassent pas partie des espèces protégées !. Aussi, M. Nicolas Hulot, nous vous en conjurons, aidez-nous à redonner sens au bien commun de l'énergie, à ne pas continuer à focaliser les esprits à la seule question de la production et à la solution périlleuse de l'éolien industriel. Aidez-nous à sauver les habitants de la « France sauvage »!

Emmanuel Forichon, médecin général de santé publique honoraire Françoise Marchand, documentariste Monique Michaelis, Jean Pougnet, retraité Michèle Solans, journaliste Bruno Ladsous, ancien directeur général de la Ligue nationale contre le cancer Dominique Boury, militant associatif